

Procès-verbal des votes
du Conseil communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 18 juin 2021

date de l'annonce publique:	11 juin 2021
date de la convocation des conseillers:	11 juin 2021
début:	08h15
fin:	12h20

Présents:

Mme Asselborn-Bintz Simone, présidente,
M. Anen Gaston, Mme Arendt Patrizia, M. Bronzetti Denis, M. Cornély Alain, M. Dahm Yves, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Gierenz Steve, M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc, Mme Logelin Anne, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Romeo Franca, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine
Mme Manon Greven, secrétaire communale

Absent(s) excusé(s) : /

Premier votant: Mme Asselborn-Bintz Simone

Monsieur Gierenz Steve n'a pas pris part au vote du point 2a.

Monsieur Haas Marc n'a pas pris part au vote du point 14.

Madame Tornambé-Duchamp Nadine n'a pas pris part au vote du point 18 et 19.

Monsieur Piscitelli José n'a pas pris part au vote du point 18.

Madame Greven Manon a quitté la séance après le vote du point 20 et a été remplacée par Madame Duschène Tamara, secrétaire adjointe.

Ordre du jour :

1. Correspondance et informations

Projets

2. *Belval-Sud* :

- a. Construction d'un complexe scolaire avec maison relais et hall sportif à Belval-Sud. Devis supplémentaire : 4.950.000,- € (article budgétaire : 4/910/221311/06002)

Vote(s) positif(s) : 11	Abstention(s) : 5
Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Dahm Yves, Goelhausen Marco, Haas Marc, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Cornély Alain, Faber-Huberty Chantal, Piscitelli José, Speck-Braun Patricia

- b. Construction d'un bâtiment pour l'Education Différentiée à Belval-Sud. Devis supplémentaire : 410.000,- € (article budgétaire : 4/910/221311/12015)

Vote unanime

- c. Implantation d'une maison relais à proximité de l'Ecole 2000 à Soleuvre. Modification budgétaire : -2.600.000,- € (article budgétaire : 4/242/221311/16043)

Vote unanime

- d. Construction d'un complexe scolaire avec maison relais et hall sportif à Belval-Sud. Crédit supplémentaire : 2.190.000,- € (article budgétaire : 4/910/221311/06002)

Vote unanime

- e. Construction d'un bâtiment pour l'Education Différentiée à Belval-Sud. Crédit supplémentaire : 410.000,- € (article budgétaire : 4/910/221311/12015)

Vote unanime

3. *Pavillon Parc Um Belval :*

- a. Construction d'un pavillon dans le parc Um Belval pour ESCH 2022. Devis estimatif détaillé : 1.400.000,- € (article budgétaire : 4/430/221313/21061)

Vote unanime

- b. Participation financière pour "Esch 2022" (Capitale Européenne de la Culture). Modification budgétaire : -905.000,- € (article budgétaire : 3/890/648120/99002)

Vote unanime

- c. Construction d'un pavillon dans le parc Um Belval pour ESCH 2022. Modification budgétaire : 905.000,- € (article budgétaire : 4/430/221313/21061)

Vote unanime

4. Réfection partielle de la voirie de la rue Jean Anen à Soleuvre. Devis estimatif détaillé : 262.000,- € (article budgétaire : 4/624/221313/20006)

Vote unanime

5. *Informatique :*

- a. Mise à niveau de l'infrastructure informatique. Devis estimatif détaillé : 130.000,- € (article budgétaire : 4/120/223500/21050)

Vote unanime

- b. Interconnexion des différents bâtiments communaux. Devis estimatif détaillé : 20.000,- € (article budgétaire : 4/120/223500/18010)

Vote unanime

- c. Acquisition de matériel informatique. Devis estimatif détaillé : 15.000,- € (article budgétaire : 4/120/223500/99001)

Vote unanime

6. Acquisition d'une baignoire thérapeutique pour les besoins du CIPA. Devis estimatif détaillé : 14.868,83 € (article budgétaire : 4/734/222100/99001)

Vote unanime

Transactions immobilières

7. Lot de chasse

- a. Approbation d'un contrat de bail de chasse relatif au lot de chasse n°566 à Belvaux entre le collège des syndics et la Commune de Sanem

Vote unanime

- b. Approbation d'une convention réglant la cession du lot de chasse n°566 sis partiellement sur le territoire de la commune de Sanem et la Ville de Differdange

Vote unanime

8. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit concernant cinq parcelles de terrain sises à Belvaux respectivement à Soleuvre

Vote unanime

9. Approbation d'un compromis d'échange concernant des parcelles sises à Belvaux

Vote(s) positif(s): 15	Abstention(s) : 2
Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Dahm Yves, Faber-Huberty Chantal, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

Finances communales

10. Modification budgétaire de 8.458,50 € pour l'article Maisons de retraite et de soins (article budgétaire : 4/734/222100/99001)

Vote unanime

11. Approbation de décomptes de projets

Vote unanime

12. Approbation de divers subsides

Vote unanime

13. Approbation d'un subside dans le cadre de la Fête Nationale

Vote(s) positif(s): 15	Abstention(s) : 2
Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Dahm Yves, Faber-Huberty Chantal, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

Circulation

14. Approbation de règlements d'urgence pris par le Collège des bourgmestre et échevins

Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de construction de maisons unifamiliales dans la rue de Niederkorn 49 à Sanem, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins en date du 21 mai 2021 ;

Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement au réseau de gaz et d'eau potable du lot 28 situé dans le boulevard des Lumières à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins en date du 04 juin 2021 ;

Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement au réseau d'eau potable et du chauffage urbain du lot 27 situé dans le boulevard des Lumières à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins en date du 04 juin 2021 ;

Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion des travaux de raccordement au réseau d'eau potable du lot 29 situé dans le boulevard des Lumières à Belvaux, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins en date du 04 juin 2021 ;

Vu le règlement temporaire d'URGENCE de la circulation à l'occasion d'une traversée de route dans la rue d'Esch dans le cadre de travaux d'assainissement entre la rue de la Croix et la rue JF Kennedy à Soleuvre, approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins en date du 11 juin 2021 ;

Vote unanime

Office Social

15. Présentation du rapport d'activité 2020 de l'Office social de la Commune de Sanem au conseil communal

Prise de connaissance

16. Approbation de la situation des soldes restants par client au 31.12.2020 de l'Office social de la Commune de Sanem

Vote unanime

Personnel

17. Créations de postes

- a. Création d'un poste de fonctionnaire communal, groupe d'indemnité B1, sous-groupe administratif, à plein temps et à durée indéterminée pour les besoins du service des relations publiques et de la culture

Vote unanime

- b. Création d'un poste d'artisan-DAP, H3, à plein temps et à durée indéterminée, sous le champ d'application de la CCT-SUD pour les besoins des services de régie, département environnement

Vote unanime

Divers

18. Approbation d'une convention avec l'association sans but lucratif Esch2022 concernant la participation à la Capitale européenne de la Culture

Vote unanime

19. Modification de la convention avec le Centre de développement intellectuel concernant la mise à disposition de minibus pour les besoins du Service d'Education et d'Accueil

Vote unanime

20. Approbation d'une convention de collaboration dans le cadre de la collecte sélective des PMC en vue de leur valorisation

Vote(s) positif(s): 15	Vote(s) négatif(s) : 2
Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Dahm Yves, Faber-Huberty Chantal, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Logelin Anne, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	Arendt Patrizia, Piscitelli José

21. Approbation d'une convention de coopération entre la Commune de Sanem et l'Administration de l'Environnement relative à l'application mobile « Mäin Offall – Meng Ressourcen »

Vote unanime

22. Modification de la composition des commissions consultatives

Néant

23. Résolution du conseil communal déclarant la Commune de Sanem en zone de liberté pour les personnes LGBTIQ+

Le Conseil communal,

- vu la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,
 - vu l'article 2 du traité sur l'Union européenne (TUE),
 - vu la convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière,
 - vu la déclaration universelle des droits de l'homme,
 - vu la résolution du Parlement européen sur la déclaration de l'Union européenne en tant que zone de liberté pour les personnes LGBTIQ+,
 - vu la résolution du conseil municipal de Lisbonne, première ville, déclarant la ville zone de liberté pour les personnes LGBTIQ+,
- A. considérant que les droits des personnes LGBTIQ+ font partie des droits humains, que l'égalité de traitement et la non-discrimination sont partie intégrante des droits fondamentaux inscrits dans les traités de l'Union européenne et dans la charte, et qu'ils doivent être pleinement respectés,
- B. considérant que, depuis 2019, plus de 100 régions, districts et collectivités locales, dans toute la Pologne, ont adopté des résolutions les déclarant libres de «l'idéologie LGBTI», selon leurs termes, ou des «chartes régionales des droits de la famille»;
- C. qu'en novembre 2020, la ville hongroise de Nagykáta a adopté une résolution interdisant «la diffusion et la promotion de la propagande LGBTIQ+»;

- D. considérant que ces résolutions discriminent les personnes LGBTIQ+, de manière tant directe qu'indirecte, et que selon une étude menée en mai 2020 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, elles ont pour conséquence immédiate d'accroître les actes de violence, l'intolérance et les discours de haine à l'encontre de ces personnes ou de celles qui sont considérées comme telles;
- E. considérant que la Commission a rejeté des demandes de financement par l'Union européenne, au titre de son programme de jumelage, qui lui ont été présentées par des villes polonaises ayant adopté des résolutions sur l'instauration de zones non-LGBTI ou sur les droits de la famille; considérant que tous les fonds de l'Union gérés dans le cadre du règlement portant dispositions communes 2021-2027 doivent se conformer au principe de non-discrimination et respecter les droits fondamentaux tels qu'énoncés dans le traité, y compris pour ce qui est de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle;
- F. considérant que si les personnes LGBTIQ+ font face à une discrimination systématique en Pologne et en Hongrie, le problème se pose également dans l'ensemble de l'Union européenne, et que les progrès en matière de réduction de la discrimination et du harcèlement persistants à l'égard des personnes LGBTIQ+ y sont rares voire inexistants; considérant que dans l'ensemble des États membres, les personnes LGBTIQ+ font toujours face à un taux de discrimination plus élevé dans tous les domaines de la vie, notamment au travail et à l'école, et à une forte prévalence des agressions physiques, émotionnelles et sexuelles, tant en ligne que hors ligne, le phénomène se traduisant par un taux de suicide inquiétant parmi les jeunes LGBTIQ+, et en particulier chez les jeunes transgenres;
- G. considérant que la lutte contre les inégalités dans l'Union relève d'une responsabilité commune, qui exige des actions et des efforts collectifs à tous les niveaux de gouvernement, dont, en particulier, de la part des pouvoirs locaux et régionaux, qui ont un rôle clé à jouer à cet égard, étant responsables de mettre en œuvre les trois quarts des lois de l'Union et de promouvoir l'égalité et la diversité;
- H. considérant que la reconnaissance, la protection et la promotion des droits fondamentaux des personnes LGBTIQ+ dans les Balkans occidentaux constituent une étape cruciale dans le processus d'adhésion des pays de la région à l'Union européenne et que les initiatives concernant les personnes LGBTI qui sont menées localement afin de combattre la discrimination et les crimes de haine perpétrés au quotidien à leur encontre revêtent une importance primordiale pour sensibiliser à l'opinion à leur sujet et favoriser le respect de leurs droits;
- I. considérant que le Parlement Européen a appelé les membres du Comité européen des Régions à prendre fermement position à l'encontre des violations qui sont commises à l'encontre des droits des personnes LGBTIQ+, par exemple sous la forme de la création des zones dites «libres de l'idéologie LGBTIQ+»;

eu égard aux considérations ci-dessus, le conseil communal de la Commune de Sanem décide,

- 1. de déclarer la Commune de Sanem zone de liberté pour les personnes LGBTIQ+, à la suite de la déclaration que le Parlement européen a émise le 11 mars 2021 pour l'ensemble de l'Union européenne, et de s'engager à mener des politiques publiques qui promeuvent et protègent les droits des personnes LGBTIQ+ et, d'autre part et qui sanctionnent par ailleurs les mécanismes de discrimination structurelle;**
- 2. de condamner l'action que les gouvernements polonais et hongrois mènent contre les droits des personnes LGBTIQ+ en méconnaissance flagrante de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de la déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que toute autre forme de discrimination à l'encontre de ces personnes;**

3. à parer aux couleurs du drapeau arc-en-ciel, durant le mois des fiertés, le siège officiel de la Commune de Sanem.

Vote unanime

24. Motion de la part de déi gréng : « barrierefräi a vëlofrëndlech Gemeng: elo handelen! »



Motioun:

“ barrierefräi a vëlofrëndlech Gemeng: elo handelen! ”

- **Betruechtend** d'Ofleenung vun der Motioun « barrierefräi a vëlofrëndlech Gemeng » an der Gemengerotssëtzung vum 30. Abrëll 2021 mat 12 géint 5 Stëmme ;
- **Betounend** datt all d'Consideranten vun eiser Motioun, datéiert op de 27. Abrëll, nach ëmmer gëlteg sinn ;
- **Wëssend** datt et zu Lëtzebuerg e Bureau de Conseil en « design for all » mam Numm ADAPTH gëtt. Dëst ass ee Centre de Compétence national pour l'accessibilité des bâtiments, dee vum Familljeministère ënnerstëtzt gëtt an dee Gemengen a Privatleit dobäi beréit, wéi ee barrierefräi an « design for all » Konzepter ëmsetzt ;
- **Vu** datt mir de Mëttwoch, 12. Mee eng Entrevue mat ADAPTH op der Plaz bei der Foussgängerbréck an der Ënnerféierung Gare Belval-Réiden zu Bieles haten ;
- **Vu** datt ADAPTH bei eiser Entrevue kloer geäussert huet, datt op deenen 2 Plaze Léisungen ëmsetzbar sinn ;
- **Vu** datt ADAPTH enger Gemeng och technesch Léisunge proposéiert, mat ongeféierem Käschtepunkt, a virun allem och virgeluechte Projete begutacht ;
- **Vu**, de Refus vun der Majoritéit vum Gemengerot fir elo direkt an dëser Matière aktiv ze ginn ;
- **Vu** datt mär als Privatpersounen d'CFL kontaktéiert hunn, fir nozefroen, wat bei der Unterföierung als provisoresch oder definitiv Léisung méiglech wier ;
- **Vu** datt d'CFL ganz kooperativ woar an eis versprach huet, ze ënnersichen, wat op dëser Plaz am Sënn vu méi Barrierefräiheet ze maache wier ;
- **Vu** datt d'CFL eis den 3. Juni matgedeelt huet, datt si an den nächsten 3 Méint eng definitiv Léisung do wäerten ëmsetzen (nom Modell vun der Foto ënnen) ;
- **Vu** datt domat d'Problematik vun der Unterföierung bei der Gare geléist wäert ginn, déi vun der Foussgängerbréck awer weider wäert bestoe bleiwen ;
- **Vu** datt ee Gesetz fir d'Accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques,... (Design for all / projet de loi 7346) um Instanzewee ass ;
- **Vu** datt an deem Gesetz virgesinn ass, datt d'Gemengen Subside kënnen kréien fir esou Adaptatiounen wéi mer se virschloen, an zwar 50% vun den ausgeféierten Aarbechten bis zu engem Maximum vu 24.000€ ;

- Vu datt eis Gemeng am Joer 2014 vun Infohandicap den éischte Präis kritt huet fir eng « Gemeng fir jiddereen » an datt mer eis dëser Éierung wierdeg erweise sollten ;

fuerdert de Gemengerot de Schäfferot op:

1. Fir méiglechst séier eng Entrevue mat ADAPTH unzufroe fir konkret ze kucken, wat bei der Foussgängerbréck tëschent dem Bieleser Kierfecht an der Rue de France am Sënn vun der Barrierefräiheet machbar ass ;
2. Méiglech Léisunge, déi vun ADAPTH proposéiert ginn, op Pläng ze bréngen oder bréngen ze loossen, e Käschtapunkt opzestellen an am Gemengerot ze diskutéieren a gegebenenfalls ze stëmmen ;
3. Fir esou prett ze sinn, esoubal d'Gesetz iwwert d'Accessibilitéit fir jiddereen gestëmmt ass, fir de Projet direkt ze realiséieren an awer och gläichzäiteg vun de virgesinnene Subsiden ze profitéieren.

Et ass eis wichteg, datt d'Gemeng net ofwoart bis d'Gesetz gestëmmt gëtt, mee elo schon direkt Projeten ausschaffe léisst, studéiert an diskutéiert, sou datt keng Zäit verluer geet, wann d'Gesetz iwwer d'Accessibilitéit fir jiddereen gestëmmt ass an ëmgesat ka ginn.

Éilereng, den 9. Juni 2021
fir déi gréng Suessem,

Chantal FABER-HUBERTY
Gemengeréitin

Alain CORNÉLY
Gemengerot

Le Collège des bourgmestre et échevins propose de modifier la motion de la manière suivante :

“ Barrierefräi a vëlosfrëndlech Gemeng ”

- Betruechtend d'Ofleennung vun der Motioun « barrierefräi a vëlosfrëndlech Gemeng » an der Gemengerotssëtzung vum 30. Abrëll 2021 mat 12 géint 5 Stëmmen ;
- Wëssend datt et zu Lëtzebuerg e Bureau de Conseil en « design for all » mam Numm ADAPTH gëtt. Dëst ass ee Centre de Compétence national pour l'accessibilité des bâtiments, dee vum Familljeministère ënnerstëtzt gëtt an dee Gemengen a Privatleit dobäi beréit, wéi ee barrierefräi an « design for all » Konzepter ëmsetzt ;
- Vu datt ADAPTH enger Gemeng och technesch Léisunge proposéiert, mat ongefëierem Käschtapunkt, a virun allem och virgeluechte Projete begutacht ;
- Vu datt d'Problematik vun der Unterföhrung bei der Gare geléist wäert ginn, duerch eng Léisung déi d'CFL proposéiert huet (nom Modell vun der Foto ënnen) an déi vun der Foussgängerbréck awer weider wäert bestoe bleiwen ;
- Vu datt ee Gesetz fir d'Accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques,... (Design for all / projet de loi 7346) um Instanzewee ass ;

- Vu datt an deem Gesetz virgesinn ass, datt d'Gemengen Subside kënne kréien fir esou Adaptatiounen wéi mer se virschloen, an zwar 50% vun den ausgeféierten Aarbechten bis zu engem Maximum vu 24.000€ ;
- Vu datt eis Gemeng am Joer 2014 vun Info-Handicap den éischte Präis kritt huet fir eng « Gemeng fir jiddereen » an datt mer eis dëser Éierung wierdeg erweise sollten ;

fuerdert de Gemengerot de Schäfferot op:

1. Fir méiglechst séier eng Entrevue mat ADAPTH unzefroe fir konkret ze kucken, wat bei der Foussgängerbréck tëschent dem Bieleser Kierfecht an der Rue de France am Sënn vun der Barrierefräiheet machbar ass ;
2. Méiglech Léisunge, déi vun ADAPTH proposéiert ginn, op Pläng ze bréngen oder bréngen ze loosse, e Käschtepunkt opzestellen an am Gemengerot ze diskutéieren a gegebenenfalls ze stëmmen ;
3. Fir esou prett ze sinn, esoubal d'Gesetz iwwert d'Accessibilitéit fir jiddereen gestëmmt ass, fir de Projet direkt ze realiséieren an awer och gläichzäiteg vun de virgesinne Subsiden ze profitéieren.



Vote unanime

25. Questions et divers

- a. Questions de la part de Déi Lénk : Projet « Décharges Aleweier - Cloos / ArcelorMittal



06. Juni 2021

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemeindegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, riichte mär aus Aktualitéitsgrënn elo schonns fir **déi nächst Sëtzung (vum 18.06.2021)** folgend Froen un de Schäfferot.

Projet « Décharges Aleweier - Cloos / ArcelorMittal »

En date du 28 mai 2021, un article est paru dans le magazine en ligne reporter.lu au sujet du crassier de Differdange. L'article fait état d'une analyse de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) – étude obligatoire dans le cadre de la demande de l'exploitant Cloos

S.A. en vue d'y ériger deux nouvelles décharges au lieu-dit « Aleweier » – dont reporter.lu dispose d'une copie.

L'étude EIE a été finalisée en date du 20 avril 2021 et transmise à l'Administration de l'Environnement (AEV), tout comme aux services compétents des deux communes concernées – Sanem et Differdange – d'après les propos de Madame Simone Asselborn-Bintz, Bourgmestre de notre commune interviewée dans ce même article.

A notre grande surprise, l'étude EIE ne figure pas sur le portail officiel de publication des études EIE (www.emwelt.lu) géré par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et celle-ci n'a pas non plus été transmise aux membres des Conseils Communaux des deux communes concernées - Differdange et Sanem - à ce jour.

Nous référant à l'opposition formelle votée par notre Conseil Communal à l'unanimité dans sa séance du 2 mars 2018 et au fait qu'une liste de conditions à remplir y a été retenue avant de pouvoir donner feu vert à la demande du futur exploitant des deux décharges, il nous semble évident et cohérent de saisir une nouvelle fois tous les membres du Conseil Communal pour la suite de ce dossier de grande envergure.

Sans vouloir anticiper une discussion sur le contenu et les conclusions de l'étude EIE à mener au sein de notre Conseil Communal – comme l'étude ne nous a pas encore été officiellement transmise – nous nous permettons quand même de déjà poser certaines questions sur ce dossier :

- 1) Depuis quand nos services compétents disposent-ils de l'étude EIE et quand est-ce que le collègue échevinal prévoit-t-il de transmettre l'étude EIE au Conseil Communal ?
- 2) Quels sont les prochaines étapes et délais de la procédure d'autorisation des deux décharges précitées ?
- 3) Vu la complexité et l'envergure de ce dossier, est-ce qu'il ne serait pas opportun d'organiser des séances d'information – avec des experts en la matière – aussi bien pour les membres du Conseil Communal que pour les citoyen.ne.s intéressé.e.s de notre commune ?

Tout en vous remerciant de vos réponses à la présente, nous vous prions de croire, Madame la Bourgmestre, Madame et Messieurs les échevins, à l'expression de notre meilleure considération.

Patrizia Arendt
Conseillère déi Lénk

Jos Piscitelli
Conseiller déi Lénk

Séance à huis clos

Personnel

26. Nomination d'un employé communal (m/f/d) à plein temps et à durée indéterminée au groupe d'indemnité BI, sous-groupe administratif pour les besoins de l' « Artikuss »

Est nommée : Madame EGERT Susanne

Anen Gaston	Arendt Patrizia	Asselborn-Bintz Simone
Bronzetti Denis	Cornély Alain	Dahm Yves
Faber-Huberty Chantal	Gierenz Steve	Goelhausen Marco
Haas Marc	Logelin Anne	Lorang Mike
Morgenthaler Nathalie	Piscitelli Jos	Romeo Franca
Speck-Braun Patricia	Tornambé-Duchamp Nadine	